

LES PÉNITENCIERS

MILLHAVEN—L'APPROVISIONNEMENT EN EAU

[Traduction]

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au solliciteur général une question dont je lui ai donné préavis. Aurait-il l'obligeance de régler au plus tôt la question pendante entre le village de Bath et son ministère, au sujet de l'approvisionnement en eau de la prison de Millhaven?

M. l'Orateur: A l'ordre. Il s'agit plutôt d'une sollicitation que d'une question, et le député peut supposer que le ministre l'a entendue. Le député de Fundy-Royal a la parole.

M. Alkenbrack: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le ministre ne pourrait-il me répondre simplement oui ou non, puisque la chose est d'une telle importance pour la municipalité?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général): Monsieur le président, une offre ferme est en voie d'être complétée et sera remise aux autorités de la ville de Bath d'ici quelques jours.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA NON-CONCORDANCE DES STATISTIQUES CANADIENNES ET AMÉRICAINES—LES ENTRETIENS RELATIFS À L'ACCORD SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE

[Traduction]

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Vu la déclaration du nouveau comité canado-américain de la statistique commerciale, selon laquelle on cherche encore à expliquer l'écart d'un milliard de dollars dans les données statistiques sur le commerce entre le Canada et les États-Unis pour l'année 1970, le ministre pourrait-il nous dire si les entretiens sur l'accord-automobile faisaient suite à une entente sur les données commerciales en la matière?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, on le sait, il y a un immense écart entre les statistiques canadiennes, en particulier sur le commerce, et les statistiques américaines, et on le sait aussi, nous essayons de concilier des perspectives différentes. Sauf erreur, à l'égard des principes généraux, il est intervenu une entente qui nous permet d'espérer un ajustement. Les entretiens actuels sur le pacte de l'automobile se poursuivent d'après les statistiques disponibles. Les États-Unis ont les leurs, nous avons les nôtres, et c'est ce qui nous prive, entre autres choses, d'une entente parfaite.

LE PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—LE CAS DES FILIALES—L'ÉTAT DES NÉGOCIATIONS

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce au sujet du programme DISC. Comme le principal objet de ce programme semble être d'encourager les sociétés qui fonctionnent en dehors des États-Unis à y rapatrier la production, le ministre a-t-il rencontré des représentants des filiales américaines au Canada pour

vérifier si elles ont l'intention de suivre les directives découlant du programme DISC?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'ai rencontré certains présidents et administrateurs canadiens de sociétés internationales. Je ne pense pas être en mesure cet après-midi de rapporter ce qu'ils m'ont dit.

M. Saltsman: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Étant donné la gravité de la situation et son grand enjeu, le ministre dirait-il quand il sera en mesure de faire rapport à la Chambre?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, j'ignore vraiment si je puis communiquer avec tout président de société internationale au Canada et lui demander de jurer sur un monceau de bibles qu'il n'usera pas du programme DISC...

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LE CAS DES AÉROPORTS DÉPOURVUS DE POSTES DE DOUANE—LA POLITIQUE MINISTÉRIELLE

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Pourrait-il nous dire s'il a l'intention de revoir la politique de son ministère qui permet à des appareils de décoller d'aérodromes canadiens ne possédant aucun services douaniers lorsque leur destination est un point quelconque des États-Unis ou peut-il nous expliquer comment les vérifications douanières se déroulent avant le départ de ces appareils?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, étant donné la complexité de cette question je ne vois pas exactement à quel exemple précis le député fait allusion. J'aimerais lui en reparler ultérieurement.

* * *

LES AÉROPORTS

TORONTO—L'AMÉNAGEMENT DES NOUVELLES INSTALLATIONS

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Transports si le gouvernement a bien abandonné son projet de construction d'un deuxième aéroport international à Toronto et s'il en est revenu à son projet initial d'agrandissement de l'aéroport international de Toronto? Dans la négative, quand prendra-t-on une décision à l'égard du deuxième aéroport international?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, nous n'avons absolument pas abandonné le projet de construction d'un deuxième aéroport international à Toronto. Quant à la date à laquelle nous pourrions ajouter quelque chose, d'après mes réponses précédentes le député doit savoir qu'il s'agit d'un sujet complexe et que nous progressons en collaboration avec le gouvernement de l'Ontario mais que ni lui ni nous ne sommes prêts à faire une déclaration.